

Paris, le 29 mai 2015

29 mai 2005 – 29 mai 2015 : Et maintenant ?

Chers collègues,

Le 29 mai 2005, le peuple français dans sa majorité disait « Non » au projet de Constitution européenne. Dix ans après, la portée de ce vote crève les yeux.

D'abord, par la justesse du diagnostic populaire. A travers la mobilisation d'un électorat à la fois progressiste et républicain, majoritairement composé de jeunes actifs, s'exprimait le rejet d'une Europe dans laquelle ni la démocratie, ni la prospérité n'avaient trouvé leur compte.

Prémonitoire, cet avis de tempête l'était effectivement. Depuis 2005, la crise aidant, l'affaissement de nombreuses économies européennes, l'incapacité de ses institutions à donner un projet d'avenir à l'Union Européenne, la grave crise de l'euro qui n'est pas terminée, tout cela questionne en profondeur le projet européen lui-même.

Qui pourrait feindre de ne pas voir les conséquences de ces dérives ? Les tendances centrifuges, souvent contradictoires, qui travaillent des Etats membres de l'UE (Grèce, Royaume-Uni, Europe du Nord, demain peut-être l'Espagne), n'existeraient pas sans la panne du projet européen. De même d'ailleurs, la conscience par l'Allemagne de sa position dominante fonde une nouvelle politique d'intérêt national bien loin de la « solidarité européenne », branche morte à laquelle on ne s'accroche plus que par peur du vide.

En France cette tendance centrifuge est incarnée par le Front National. Il est inutile de rappeler combien la progression de ce parti doit à ses choix anti-européens. Mais il est juste aussi de constater que le détournement de la volonté populaire n'a pas été pour rien dans ce succès. En votant le traité de Lisbonne, la classe politique et notamment les grands partis de gouvernement ont assumé une responsabilité politique très lourde.

C'est bien parce que cette même classe politique ne veut pas poser le problème européen dans les bons termes qu'elle laisse un boulevard au Front national, lequel pose ce problème dans les mauvais termes.

Seul le diagnostic est juste : l'abandon de la Nation, renforcé par la mondialisation, est organisé par l'Europe contre les peuples au détriment de la prospérité. Mais le Front national ne fait qu'alimenter de faux espoirs. Il n'offre aucune alternative quant à ce que pourrait vraiment devenir l'Europe : une Europe démocratique, progressiste, respectueuse des souverainetés, ce qui ne l'empêche nullement de coopérer étroitement dans de grands projets d'avenir. Les solutions du Front national sont irresponsables. Mais le danger est là. Faute d'avoir été écouté, le peuple français se tourne vers des apprentis sorciers.

Et maintenant ? Dix ans après le déni infligé par le Congrès à la souveraineté populaire, il n'est plus temps de se morfondre. Il est temps pour une classe politique dont l'opinion publique se méfie et, au besoin se venge, de redresser la tête. Une occasion lui est donnée aujourd'hui de le faire. Le Traité Transatlantique négocié en lieu et place des Etats par une Commission européenne tout acquise à la domination américaine ne peut être accepté les yeux fermés par notre gouvernement et notre Parlement. Car de quoi s'agit-il réellement ? D'offrir aux Etats-Unis un complément au Trans-Pacific Partnership (TPP) lancé en 2011 permettant à ce pays d'assurer son hégémonie des deux côtés du monde. Simultanément, nous sommes au cœur de l'offensive des grandes firmes internationales pour s'affranchir de ce qui reste de la tutelle des Etats. L'agriculture, l'industrie, la santé, les services publics, la Défense même, tout est dans le paquet. L'alignement total de l'Europe sur l'ordre libéral s'achèvera avec la possibilité de permettre aux grands groupes multinationaux de contester devant les tribunaux de leur choix ce qui restera de la réglementation des Etats. Ce serait rendre définitivement impossible « l'Europe européenne », ce continent qui pourrait faire briller dans le monde un modèle différent, fondé sur ses grandes conquêtes sociales, technologiques et culturelles.

Ensemble, ne renonçons pas. Appelons l'exécutif et le législateur, chacun dans le cadre ses compétences, à veiller de la manière la plus active à ce que les intérêts du peuple français et des peuples européens ne soient pas une fois encore foulés aux pieds.

Voilà un projet qui rassemblerait les Français. Il devrait parler à tous ceux qui, de bonne foi, ne veulent pas l'abaissement de notre continent, pas plus que celui de notre pays.

Quel message ce serait pour un peuple en perte de repères !

Marie-Françoise Bechtel

Députée de l'Aisne

Christian Hutin

Député du Nord

Jean-Luc Laurent

Député du Val de Marne